



Fait à Evreux  
Le 11 juin 2020

Monsieur le Directeur Académique,

La pandémie et le confinement ont mis en lumière les inégalités que nous constatons et contre lesquelles nous luttons depuis des années sur notre territoire : hôpitaux publics submergés, justice à l'arrêt, difficultés de logements, précarisation de l'emploi, crise alimentaire ...

L'Eure nécessite des services publics à la hauteur de ses besoins !

Le 28 mai, après le discours d'Edouard Philippe sur la phase 2 du déconfinement, la déclinaison Education nationale faite par Jean-Michel Blanquer a mis en avant le renvoi aux collectivités la responsabilité d'organiser le dispositif 2S2C (Sport Santé Culture Civisme). Annoncé comme complémentaire, le 2S2C permet en même temps à des intervenants « autres que les professeurs » de prendre en charge des groupes d'élèves sur le temps scolaire. Si l'Etat a doté de 250 millions d'euros pour sa seule mise en place, sa volonté de pérenniser ce système doit alerter les élus locaux quand on voit baisser le niveau des dotations de fonctionnement.

Le protocole sanitaire strict interdit le retour de tout.e.s les élèves à l'école, permettant au ministre de promouvoir un dispositif remettant en cause le cadre national de l'Ecole de la République :

- Mise en concurrence entre les enseignements prodigués par les enseignants et les activités proposés par les personnels communaux, comme pour l'Education Physique et Sportive qui serait proposé par les associations et clubs locaux.
- recentrage sur les enseignements dits « fondamentaux » (français-mathématiques) et sans garantie d'offrir à l'ensemble de nos élèves une diversité de moyens d'expression.
- Remise en cause de la garantie d'égalité entre les élèves selon les quartiers ou les villes concernant des acquisitions visées dans les activités physiques, sportives et artistiques.
- Accroissement de la territorialisation de l'Ecole en raison de l'externalisation aux municipalités et aux collectivités territoriales des enseignements dits non fondamentaux (arts, sports...). C'est le désengagement de l'Etat quant à sa mission d'Education notamment.

- De plus, cela ouvrirait la porte aux associations en tout genre, entreprises...et autres officines d'éducation privées, sans garanties de qualification et de déontologie, ouvrant la porte à une privatisation rampante. La responsabilité concernant la participation risque alors d'être renvoyée aux choix et aux possibilités des familles.

Avec ces dérives, ce sont les métiers de tous les personnels de l'Education Nationale qui sont attaqués et l'école publique dans son ensemble qui est menacée.

L'intersyndicale appelle à ne pas faire entrer ce cheval de Troie qui, sous couvert de répondre à une situation d'urgence, remet en cause l'école publique, laïque et égalitaire que nous défendons. Le ministre avance à nouveau ses pions pour ce qu'il appelle « l'école nouvelle » avec « une place plus importante du sport et de la culture, une juste place pour le numérique, une nouvelle organisation du temps ».

C'est ni plus ni moins un désengagement de l'état, qui acte un recul social et éducatif.

Le SNUipp-FSU 27, le SNUDI-FO 27 et le SE-UNSA 27 demandent la non-application de ce dispositif des « 2S2C » et s'opposent à toutes les réformes engagées par l'Etat qui visent à territorialiser l'Ecole.

L'intersyndicale demande aussi des effectifs allégés, des personnels supplémentaires, des RASED complets pour 800 élèves maximum, l'annulation des fermetures des 31 postes de remplaçants ainsi que tous les postes supprimés cette année, des enseignant.e.s formé.e.s pour une école de la culture commune où les arts, la musique et le sport ont tout autant leur place que les mathématiques, la lecture ou l'écriture.

Dans la perspective de la rentrée de septembre, l'intersyndicale n'accepte pas que les expérimentations actuelles et autres projets du ministre Blanquer deviennent l'« école de demain » et exige :

- Le maintien du cadre national de l'Ecole et respect du statut de fonctionnaire d'Etat.
- Un investissement budgétaire à la hauteur des besoins pour notamment ouvrir tous les postes nécessaires.

Dans la perspective de la rentrée de septembre, l'intersyndicale n'accepte pas que les expérimentations actuelles et autres projets du ministre Blanquer deviennent l'« école de demain » et refuse :

- la territorialisation de l'Ecole et l'application du protocole 2S2C

Tout.e.s les élèves, et surtout celles et ceux des classes populaires, doivent avoir l'assurance d'une éducation qui leur permette de devenir des citoyennes et citoyens du XXIème siècle émancipé.e.s et épanoui.e.s, capables de comprendre le monde, d'exercer leur esprit critique et d'agir individuellement et collectivement, de s'insérer socialement et professionnellement, d'apprendre tout au long de leur vie.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Académique, l'expression de nos salutations respectueuses.

Mme MARNIERE Mathilde,

M LAIGNIEZ Romuald,

Mme LACHTANE Mariame

M SAUVAGE Adrien,

Mme BROUARD Elise,

Co-Secrétaires départementaux

Secrétaire départemental

Secrétaire départementale

du SNUipp-FSU 27

du SNUDI-FO

du SE-UNSA